

Se mobiliser ensemble !

Conditions de travail et d'études dans l'enseignement supérieur et la recherche

En cette rentrée, les personnels et les étudiants ne constatent aucune amélioration de leurs conditions de travail, d'études et de vie. La réforme gouvernementale de la formation des enseignants (« mastérisation ») montre tous ses effets négatifs: anciens candidats qui ne peuvent se réinscrire, reçus-collés, mise en place acrobatique des Masters « formation des enseignants » après une parodie d'habilitation, mise en classes de fonctionnaires stagiaires sans réelle formation professionnelle dans les établissements, pour lesquels les collègues de second degré refusent d'être tuteurs... L'accélération de la restructuration des organismes de recherche (mise en place des Instituts au CNRS, intégration prévue de l'INRP à l'ENS de Lyon, ...) et des universités (avec des processus de fusion), façonnée à coups d'appel d'offres du Grand Emprunt, modifie profondément la carte universitaire et de recherche. La multiplication des primes individualisées (PES, PFR, ...) remet en cause le travail d'équipe, essentiel dans nos secteurs" La précarité augmente chez les étudiants sous l'effet combiné de l'augmentation des dépenses obligatoires décidées par le gouvernement (frais d'inscription, sécurité sociale étudiante et restauration universitaire) et de la hausse des dépenses liées au logement.

Suppressions de postes

Après le gel des salaires des fonctionnaires pour 2011, la suppression de 36 000 postes dans la Fonction Publique et la baisse drastique du nombre de postes ouverts aux concours de l'enseignement scolaire (11.600 postes contre 15.125 l'an dernier, avec -55% pour les professeurs des écoles), les dernières annonces du gouvernement, sous couvert de réduire les déficits, laissent présager de nouvelles saignées dans la Fonction Publique, la poursuite de la baisse du pouvoir d'achat, une accélération de la dégradation des services rendus aux usagers et des conditions de travail des personnels, avec une augmentation toujours plus grande de la précarité.

Attaques xénophobes et sécuritaires

Pendant l'été, le gouvernement a multiplié les interventions aux relents xénophobes et les expulsions, notamment d'étudiants étrangers sans papiers. Des collègues universitaires ou chercheurs étrangers ont été inquiétés en France ou empêchés de s'y rendre. De plus en plus de syndicalistes ou de militants sociaux sont envoyés devant les tribunaux. Pour riposter à ces attaques, un **appel citoyen** a été lancé : « *face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité* », que les organisations soussignées appellent à signer : <http://nonalapolitiquedupilori.org/>

Contre-réforme des retraites

Le projet de « réforme » gouvernemental des retraites, qui aggrave la loi Fillon de 2003, va être présenté à l'Assemblée Nationale le 7 Septembre. Il annonce pour tous des reculs sociaux importants. Il signifie :

- l'obligation de travailler plus pour une pension de plus en plus réduite
- l'aggravation importante du chômage déjà massif des jeunes.

- une baisse du salaire net des fonctionnaires
- Pour l'enseignement supérieur et la recherche, c'est aussi le refus de prise en compte des années de formation, de thèse, de travail à l'étranger (post-doc) ou des vacances et de recrutements tardifs.

Une tout autre réforme des retraites devrait viser **l'amélioration des retraites pour tous**, tant pour le Code des pensions que pour le régime général. Cela signifie notamment :

- droit à partir à 60 ans avec une pension à taux plein, d'un montant de 75% du salaire moyen des six derniers mois pour les fonctionnaires,
- maintien et amélioration des droits des femmes,
- indexation des pensions sur les traitements eux-mêmes indexés sur les prix.
- prise en compte des carrières structurellement courtes des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche
- prise en compte des années d'études dans le calcul des retraites.

Cela exige d'autres financements, basés notamment une répartition des richesses qui soit plus favorable au travail. Il faut revenir sur les exonérations sociales et faire contribuer les produits financiers des entreprises. Cela exige une politique de l'emploi, et notamment de l'emploi public, à la hauteur des besoins.

Alors que les jeunes ont les plus grandes difficultés à trouver un emploi, nous refusons que l'on contraigne les plus âgés à rester au travail plus longtemps pour espérer une retraite décente, ce qui augmenterait encore le chômage des jeunes.

S'opposer à cette politique

Les organisations sous-signées appellent tous les personnels et toute la communauté universitaire à réagir massivement :

- **répondre à l'appel citoyen « face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité » en participant aux manifestations du 4 Septembre.**

Rassemblement à Montpellier : Samedi 4 Septembre, 10h, place de la Comédie.

- **participer massivement à la journée de grèves et de manifestations public-privé du 7 septembre sur « Retraites, emploi, salaires »:**

Départ Manifestation à Montpellier : Mardi 7 Septembre, 15h, Place du Nombre d'Or, derrière la banderole Enseignement Supérieur- Recherche.

Et tout septembre, il s'agit d'amplifier les mobilisations pour faire reculer le gouvernement.

Organisations signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP), CGT (SNTRS, FERCSup), UNSA (Sup'Recherche, SNPTES), Solidaires (Sud recherche EPST, Sud Etudiant), CFTC INRA, UNEF, SLR, SLU.